

LE JOUR, 1948
27 OCTOBRE 1948

SUITES D'UNE INTRIGUE ET D'UNE FAUTE

Le rôle de la Transjordanie le long de l'affaire palestinienne, on ne l'oubliera pas de longtemps. Nous ne nous proposons pas de faire ici une énumération inutile. Quelle qu'ait été, quelle que soit l'attitude du roi Abdallah, nous n'écrivons rien qui puisse en aggraver les conséquences ; mais il est naturel que nous en tirions une leçon pour les Arabes.

Il sautait aux yeux il y a sept ou huit mois déjà, en tout cas avant le 15 mai (date du départ des Anglais), qu'on ne pouvait pas laisser la Palestine sans gouvernement. Les juifs eux tenaient prêt depuis longtemps un gouvernement homogène et solide. En face d'eux, du côté arabe, ce fut le vide jusqu'à ces jours-ci, jusqu'au gouvernement de Gaza. Et maintenant même par le fait de la Transjordanie, la situation reste obscure et la carence persiste.

S'il y avait eu un gouvernement en Palestine à la mi-mai, le moins qu'on puisse dire, c'est que le malheur des réfugiés eut été moins grand et que d'autres misères eussent été évitées. En refusant un gouvernement à la Palestine à ce moment-là, on en a fait tragiquement, au lieu d'un pays qui se défend, un pays occupé. La responsabilité est lourde et elle sera enregistrée par l'histoire. Ecartelée entre les pays de la Ligue, l'administration palestinienne alors, a pratiquement cessé d'exister. Il faut vraiment qu'on se souvienne de ces choses à Amman.

Tout cela est arrivé, parce que les intentions n'étaient pas pures. La Palestine était convoitée au moins en partie par ceux-là mêmes qui prétendaient la sauver.

Le résultat nous l'avons devant nous. Il serre le cœur, en vérité. La « Grande Syrie » dont on parlait naguère, est-ce au même prix qu'elle se fut faite ? Il y a de quoi réfléchir vraiment en invitant tous les Arabes à avoir plus de mémoire.

Ce n'est pas par des procédés de cette sorte qu'on résoudra les difficultés qu'on a maintenant devant soi.